
Rapport
d'activité
2017



**EXPERIMENTATION
TERRITORIALE CONTRE LE
CHÔMAGE DE
LONGUE
DURÉE**



Sommaire

Rapport moral 1

La gouvernance de l'association ETCLD 2

Rapport d'activité 2017

Le point sur le projet 5

Le point sur les territoires :

Territoire de Jouques 7

Territoire de Colombelles 8

Territoire de Pipriac et Saint-Ganton..... 9

Territoire du Pays de Colombey et du Sud Toulousain 10

Territoire de Loire, Nièvre et Bertranges 11

Territoire de la Métropole européenne de Lille 12

Territoire de Thiers 13

Territoire de Villeurbanne-Saint-Jean 14

Territoire de Paris 13^e 15

Territoire de Mauléon 16

Perspectives 2018

L'exhaustivité en ligne de mire dès 2018 18

Emplois supplémentaires : comment les activités
sont construites en partenariat avec les acteurs locaux 19

Rapport moral



LOUIS GALLOIS
PRÉSIDENT D'ETCLD

L'association ETCLD a vécu sa première année calendaire complète en 2017. Elle a organisé les réunions de bureau et de conseil d'administration prévues dans les statuts. Réunions au cours desquelles chacun des membres du conseil a pu prendre connaissance de l'action expérimentale menée, poser les questions et exprimer son avis et participer à la prise de décision.

L'expérimentation est bien engagée. Les travaux d'organisation menés par l'équipe dirigée par Patrick Valentin, ont été efficaces et dix EBE (entreprises à but d'emploi) ont commencé à recruter et à organiser le travail dans les dix territoires habilités. Chaque mois, l'équipe expérimentale, composée des territoires et de l'équipe nationale, s'est réunie pour avancer ensemble et améliorer la mise en œuvre du projet. Les comités locaux ont pu travailler, à la fois, sur l'animation du groupe de personnes privées d'emploi en attente de recrutement par l'EBE, sur la mesure de l'emploi supplémentaire ou encore sur l'association de nouveaux partenaires pour multiplier le nombre d'EBE par territoire. Les EBE ont pu échanger sur leurs bonnes pratiques et partager leurs expériences en matière d'organisation et de management.

Ces dix territoires expérimentaux mettent ainsi en œuvre une méthodologie rigoureuse qui porte ses fruits : près de 500 emplois supplémentaires seront bientôt créés. Nous voulons prouver qu'ils ne représentent pas un coût pour la collectivité prise dans son ensemble, même si, pour le moment, c'est seulement l'État et les départements qui cofinancent les emplois. Il est important de saluer l'écoute que la Délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle a su apporter en 2017 aux besoins des EBE en matière de fonds propres et les relais efficaces qu'ont été les Direccte sur ce point.

Les retombées économiques et sociales des emplois créés permettent d'accélérer, sur le terrain, nombre de politiques publiques, de répondre à des besoins ressentis par les populations des territoires, et bien sûr, d'apporter aux citoyens une réponse en termes d'emploi et de dignité. Une réponse qu'ils attendent souvent depuis très longtemps et qui est prioritaire en matière de justice et de cohésion sociale.

Déjà un grand nombre d'observations permettent de préparer un premier bilan et de dire ce qu'il conviendrait de faire lors d'une deuxième étape expérimentale. Cette deuxième étape de l'expérimentation, prévue dès l'origine, devra se réaliser sous forme d'un élargissement du groupe actuel pour le porter à quarante ou cinquante territoires habilités supplémentaires.

L'association TZCLD, présidée par Laurent Grandguillaume, dont Michel de Virville et Patrick Valentin sont vice-présidents et à laquelle je suis représenté au titre de la Fédération des acteurs de la solidarité, mène une action très énergique pour faire valoir le besoin de cet approfondissement expérimental. Elle travaille à faire avancer l'idée que la privation d'emploi coûte plus cher à nos sociétés riches et développées que l'emploi cofinancé à condition que celui-ci soit clairement « supplémentaire ».

L'action que nous menons ensemble, ETCLD et TZCLD, est centrée sur un seul et même objectif. Nous voulons démontrer que l'organisation économique et sociale qui permettrait à tous les citoyens d'obtenir un emploi est meilleure à tous égards que l'organisation actuelle qui laisse, malgré ses performances, un nombre important de citoyens durablement privés d'emploi.

La gouvernance de l'association ETCLD

ASSOCIATION ETCLD – COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION AU 01.03.2018

	INSTITUTION / ORGANISME	NOM	PRÉNOM	MEMBRE DU BUREAU EN QUALITÉ DE
Personnalités qualifiées	ETCLD	GALLOIS	Louis	Président
		DAVY DE VIRVILLE	Michel	Vice-Président
		LENANCKER	Patrick	Trésorier
Commissaire du gouvernement	DGEFP	SUSTER	Laurent	Commissaire du gouvernement
Représentant de l'État	DGEFP	CHEVRIER	Carine	Représentante de l'État
	DGCL	COCAUL	Emmanuel	
Conseil national de l'insertion par l'activité économique (CNIAE)	CNIAE	DEMONTES	Christiane	Représentante de l'Insertion par l'Activité Économique
Pôle emploi	Pôle Emploi	DURO	Firmine	Représentante de Pôle Emploi
Conseil national de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (CNLE)	CNLE	PINTE	Etienne	Représentant du CNLE
Organisations syndicales de salariés représentatives au plan national et interprofessionnel	CFDT	RICHARD	Chantal	
	CFTC	CORDIER-SIMONNEAU	Pierre-Baptiste	
	FO	MONES	Djamila	
	CGT	RIGAUD	Rémi	
	CFE-CGC	JEUFFRAULT	Dominique	
Organisations professionnelles d'employeurs au plan national interprofessionnel	CPME	DEQUEN	Valérie	
	MEDEF	CONNAN	Jean-François	
Organisations professionnelles d'employeurs au plan national multiprofessionnel	UDES	DAVID-BROCHEN	Martin	
	UNAPL	FAUBERT	Jacques	
Parlementaires	Députée de Gironde	DUBOS	Christelle	
	Sénateur des Deux-Sèvres	MOUILLER	Philippe	
Conseil supérieur de l'économie sociale et solidaire (CSESS)	CSESS	SIBILLE	Hugues	

La gouvernance de l'association ETCLD

ASSOCIATION ETCLD – COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION AU 01.03.2018

	INSTITUTION / ORGANISME	NOM	PRÉNOM
ASSOCIATION DES REGIONS DE FRANCE (ARF)	ARF	LANIESSE	Philippine
ASSEMBLEE DES DEPARTEMENTS DE FRANCE (ADF)	ADF	QUERO	Benoît
Assemblée des communautés de france (ADCF)	ADCF	TROGRIC	Laurent
Association des maires de france (AMF)	AMF	JARROT	Marie-Claude
Missions locales	Union Nationale des Missions Locales - Conseil National des Missions Locales (UNLM et CNML)	BOILEAU	Maryvonne
Alliance villes emploi	Alliance Villes Emploi	LAUNOY	Claudie
Comités locaux territoires expérimentaux	Comité local de Colombelles	POTTIER	Marc
	Comité local de Jouques	ALBERT	Guy
	Comité local de Loire Nièvre et Bertranges	LEGRAIN	Jacques
	Comité local de Mauléon	MAROLLEAU	Pierre-Yves
	Comité local de Métropole Européenne de Lille	GODEFROY	Marc
	Comité local de Paris XIII	COURMET	Jérôme
		GABELOTAUD	Afaf
	Comité local de Pays de Colombey et Sud Toulousain	PARMENTIER	Philippe
	Comité local de Pipriac et Saint-Ganton	BOUVIER	Marcel
		LOUËT	Philippe
	Comité local de Thiers	RODIER	Stéphane
Comité local de Villeurbanne	THOUVENOT	Agnès	

En 2017, le bureau de l'association s'est réuni trois fois et le conseil d'administration quatre fois.

Rapport
d'activité
2017



10 EBE

420 salariés au 31 décembre 2017

Territoire de la Métropole européenne de Lille

Nord

1 EBE

La Fabrique de l'emploi
65 salariés

Territoire de Paris 13^e

Paris

1 EBE

13 Avenir
11 salariés

Territoire de Colombelles

Calvados

1 EBE

Atipic
33 salariés

Territoire du Pays de Colombey et du Sud Toulinois

Meurthe-et-Moselle

1 EBE

La Fabrique
41 salariés

Territoire de Pipriac et Saint-Ganton

Ille-et-Vilaine

1 EBE

Tezea
55 salariés

Territoire de Loire, Nièvre et Bertranges

Nièvre

1 EBE

EBE 58
66 salariés

Territoire de Mauléon

Deux-Sèvres

1 EBE

Esiam
52 salariés

Territoire de Villeurbanne-Saint-Jean

Rhône

1 EBE

EmerJean
39 salariés

Territoire de Thiers

Puy-de-Dôme

1 EBE

Actypôles
34 salariés

Territoire de Jouques

Bouches-du-Rhône

1 EBE

Elan
24 salariés

Effectif par territoire au 31 décembre 2017.

Les réunions de l'équipe expérimentale



**C'est le nombre de
RÉUNIONS de l'équipe
expérimentale sur
l'année 2017.**

En 2017, le Fonds d'expérimentation a réuni, chaque mois, les dix territoires habilités. Représentants des comités locaux et des EBE et membres de l'équipe du Fonds, qui forment « l'équipe expérimentale », se sont ainsi retrouvés chaque troisième mardi du mois à Paris, pour échanger sur la mise en œuvre concrète du projet. Alternant plénière et ateliers en groupes de travail, ces journées permettent de partager les pratiques et les expériences. Au cours de l'année, les comités locaux ont travaillé sur l'animation du groupe de personnes privées d'emploi en attente de recrutement par l'EBE, sur la mesure de l'emploi supplémentaire ou encore sur l'association de nouveaux partenaires pour multiplier le nombre d'EBE par territoire. De leur côté, les représentants des EBE ont échangé sur leurs bonnes pratiques en matière d'organisation et de management.

Embauches

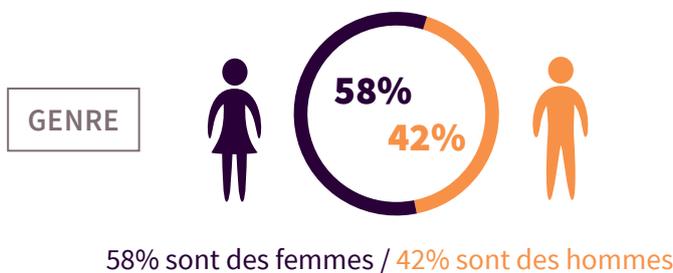
24 salariés (21 ETP)
au 31 décembre 2017

EBE conventionnée pour **39** salariés

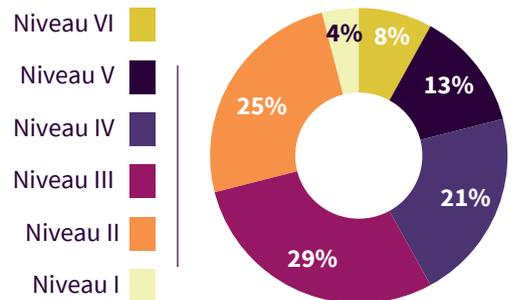


62 % de l'objectif d'embauches est atteint

Caractéristiques des salariés conventionnés



NIVEAU DE FORMATION



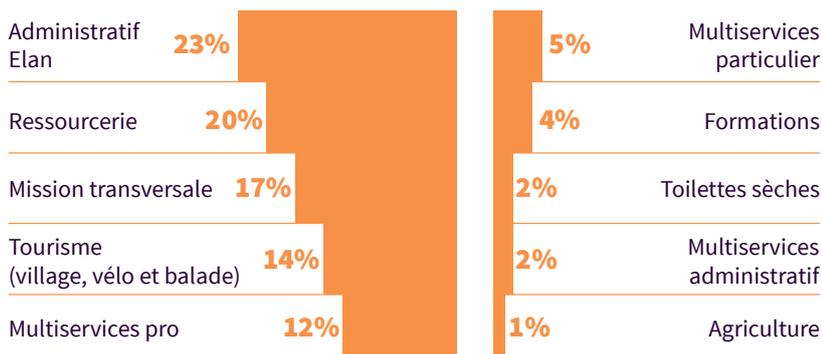
Formation

75 % des salariés de l'EBE
ont suivi une formation en 2017

Chiffre d'affaires

31 300 €

Répartition des ETP par activité



Montant de la
contribution à
l'emploi versé

201 989,69 €

Embauches

33 salariés (26,3 ETP)
au 31 décembre 2017

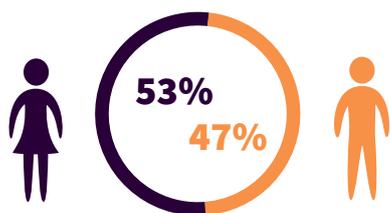


EBE conventionnée pour **36** salariés

92 % de l'objectif d'embauches est atteint

Caractéristiques des salariés conventionnés

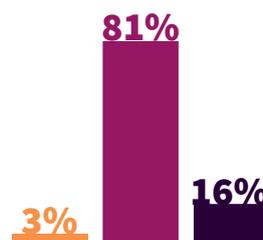
GENRE



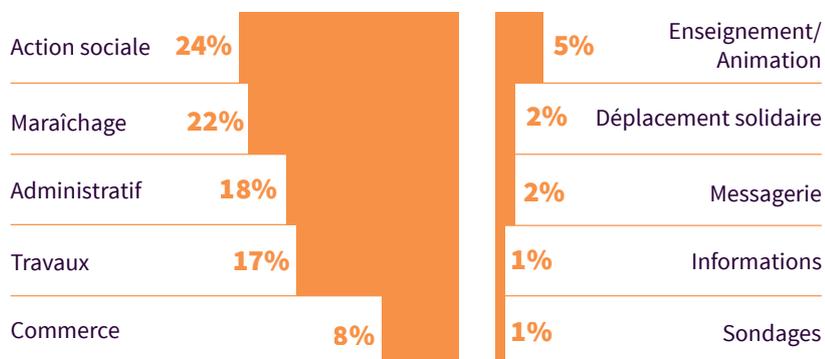
53% sont des femmes / 47% sont des hommes

AGE

Moins de 25 ans
25 à 50 ans
Plus de 50 ans



Répartition des ETP par activité



Chiffre d'affaires

64 800 €

Montant de la
contribution à
l'emploi versé

202 781,48 €

Embauches

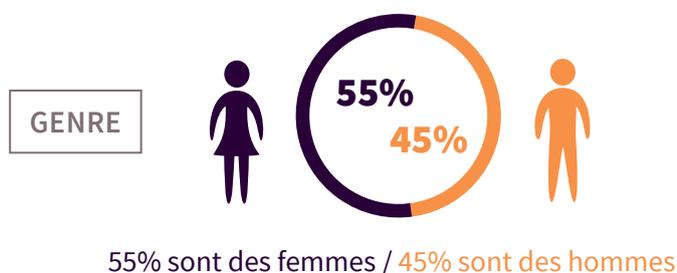
55 salariés (39,5 ETP)
au 31 décembre 2017

EBE conventionnée pour **85** salariés

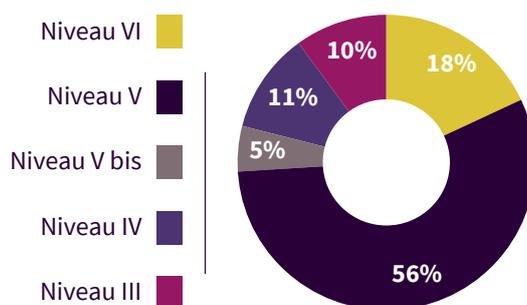


65 % de l'objectif d'embauches est atteint

Caractéristiques des salariés conventionnés



NIVEAU DE FORMATION



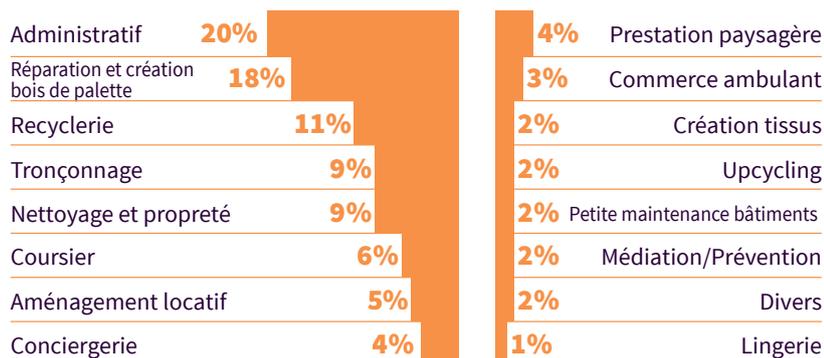
Formation

7 % des salariés de l'EBE
ont suivi une formation en 2017

Chiffre d'affaires

125 000 €

Répartition des ETP par activité



Montant de la
contribution à
l'emploi versé

493 230,31 €

Embauches

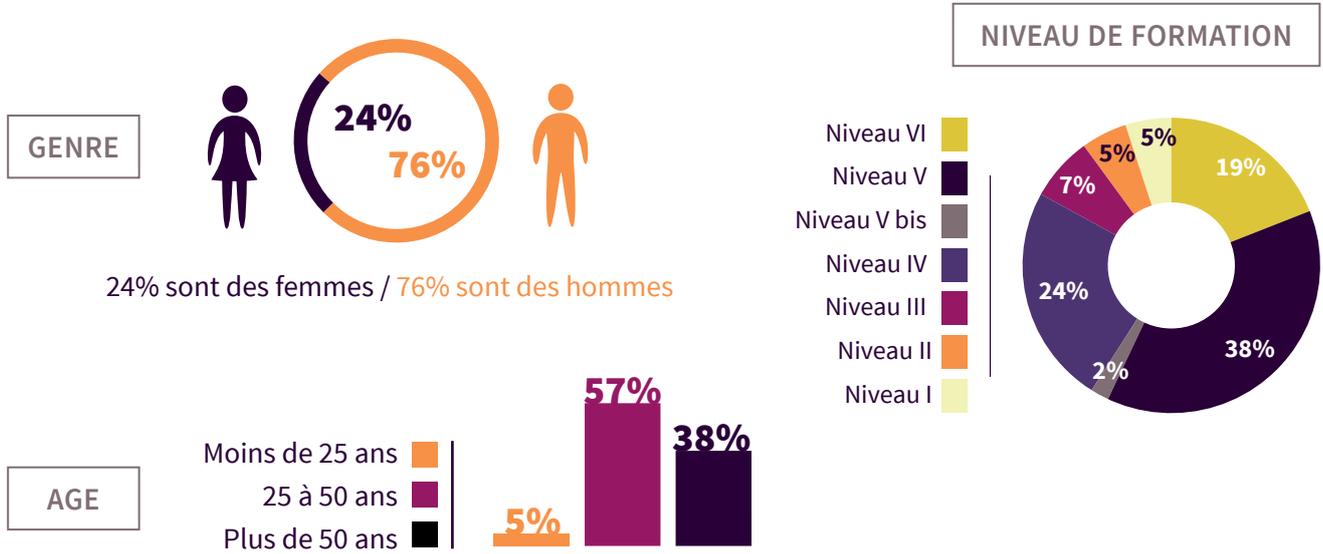
41 salariés (36.1 ETP)
au 31 décembre 2017

EBE conventionnée pour **94** salariés



44 % de l'objectif d'embauches est atteint

Caractéristiques des salariés conventionnés



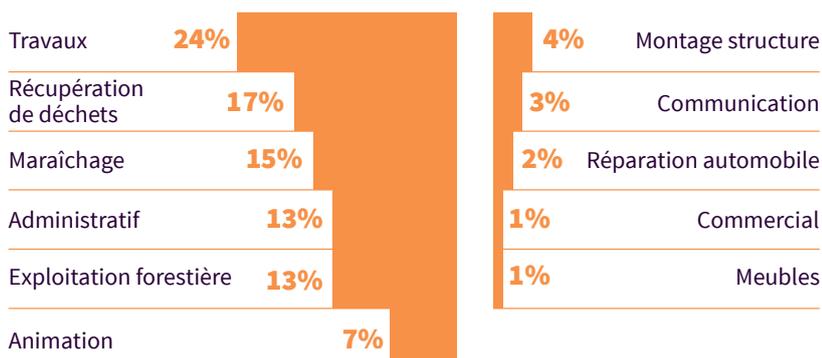
Formation

12 % des salariés de l'EBE
ont suivi une formation en 2017

Chiffre d'affaires

99 000 €

Répartition des ETP par activité



Montant de la
contribution à
l'emploi versé

372 158,58 €

Embauches

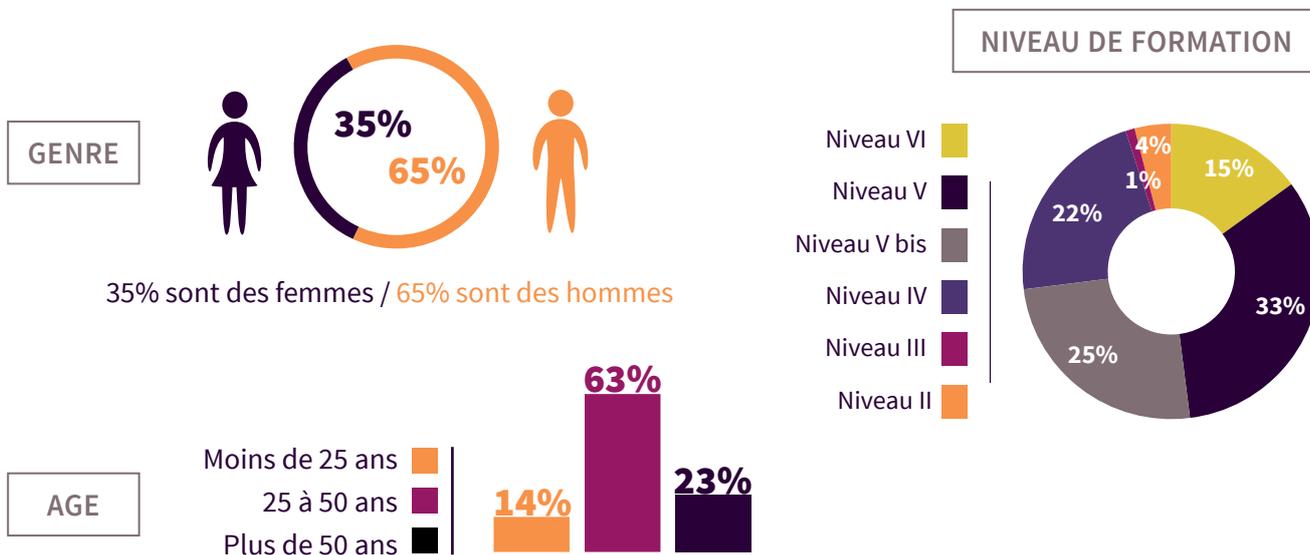
66 salariés (58,8 ETP)
au 31 décembre 2017

EBE conventionnée pour **117** salariés



57 % de l'objectif d'embauches est atteint

Caractéristiques des salariés conventionnés



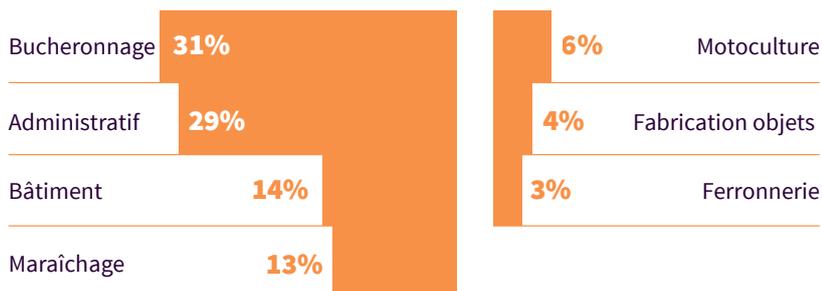
Formation

66 % des salariés de l'EBE
ont suivi une formation en 2017

Chiffre d'affaires

98 500 €

Répartition des ETP par activité



Montant de la
contribution à
l'emploi versé

685 317,89 €

Le point sur les territoires

Embauches

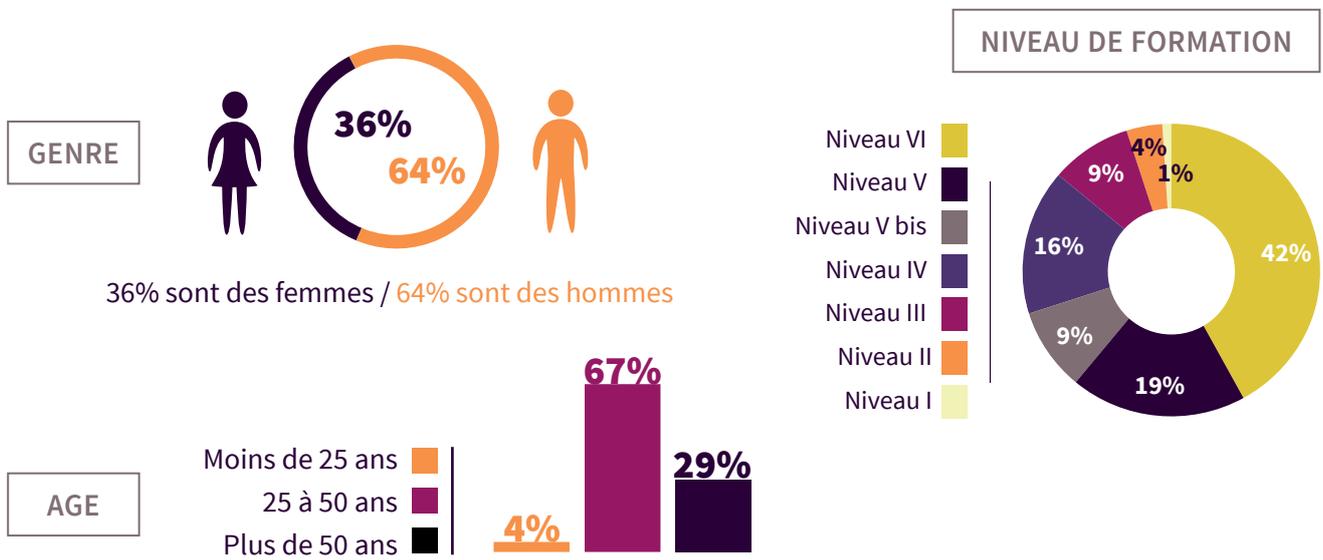
65 salariés (60 ETP)
au 31 décembre 2017

EBE conventionnée pour **104** salariés



63 % de l'objectif d'embauches est atteint

Caractéristiques des salariés conventionnés



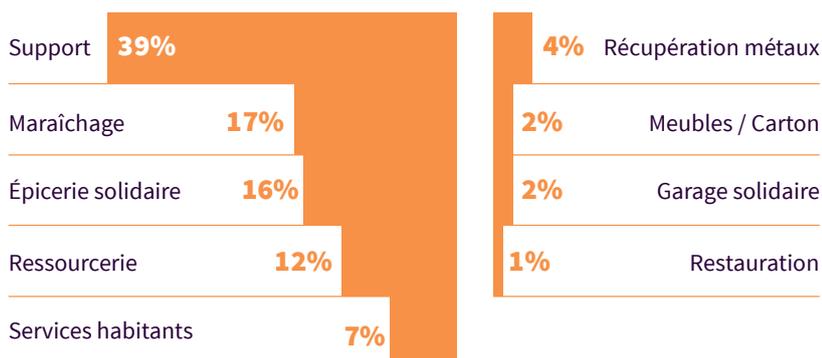
Formation

9% des salariés de l'EBE
ont suivi une formation en 2017

Chiffre d'affaires

2 000 €

Répartition des ETP par activité



Montant de la
contribution à
l'emploi versé

332 410,05 €

Embauches

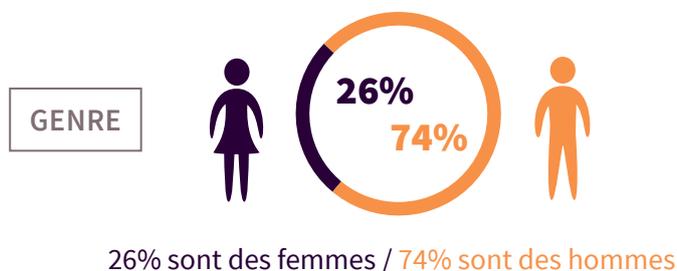
34 salariés (34 ETP)
au 31 décembre 2017

EBE conventionnée pour **80** salariés

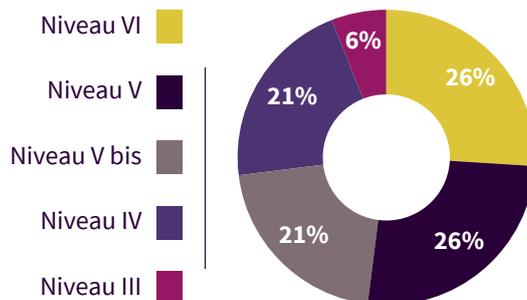


43 % de l'objectif d'embauches est atteint

Caractéristiques des salariés conventionnés



NIVEAU DE FORMATION



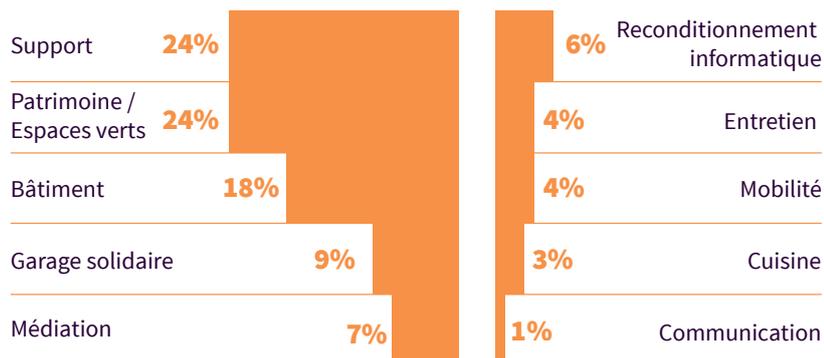
Formation

41 % des salariés de l'EBE
ont suivi une formation en 2017

Chiffre d'affaires

66 400 €

Répartition des ETP par activité



Montant de la
contribution à
l'emploi versé

363 686,84 €

Embauches

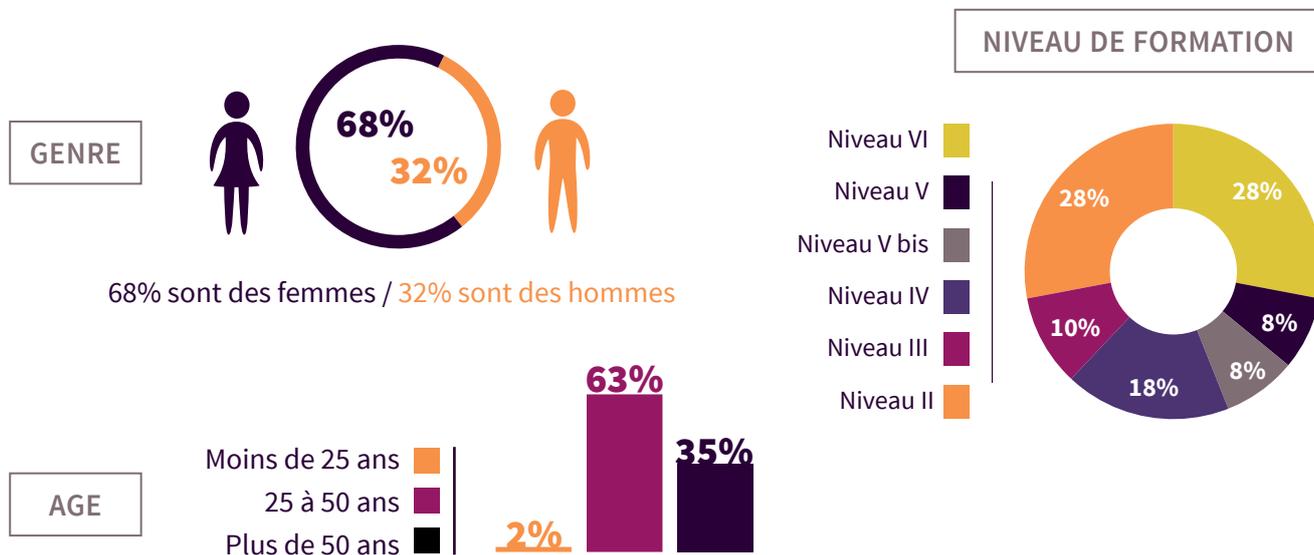
39 salariés (31.83 ETP)
au 31 décembre 2017

EBE conventionnée pour **70** salariés



56 % de l'objectif d'embauches est atteint

Caractéristiques des salariés conventionnés



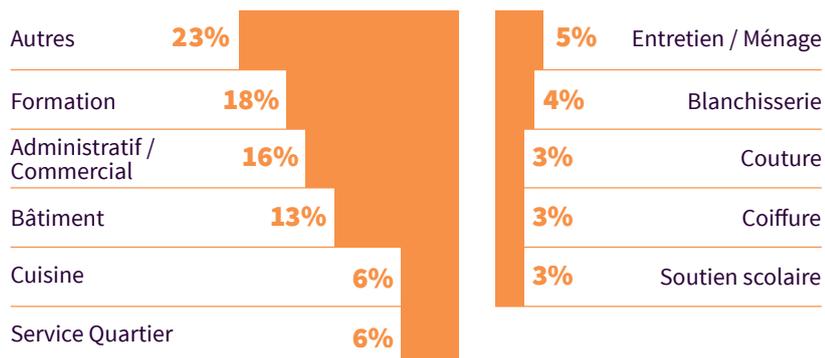
Formation

98 % des salariés de l'EBE
ont suivi une formation en 2017

Chiffre d'affaires

28 500 €

Répartition des ETP par activité



Montant de la
contribution à
l'emploi versé

202 008.28 €

Embauches

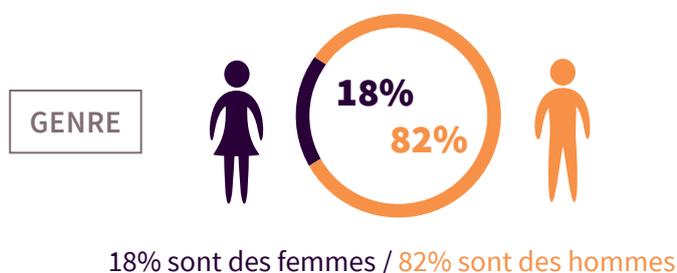
11 salariés (6 ETP)
au 31 décembre 2017

EBE conventionnée pour **26** salariés

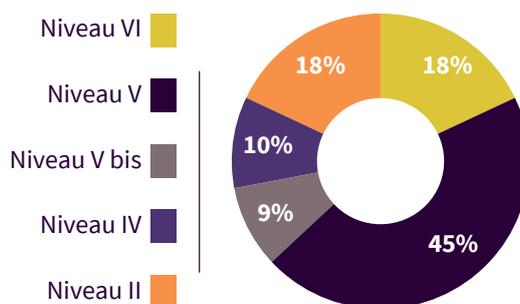


42 % de l'objectif d'embauches est atteint

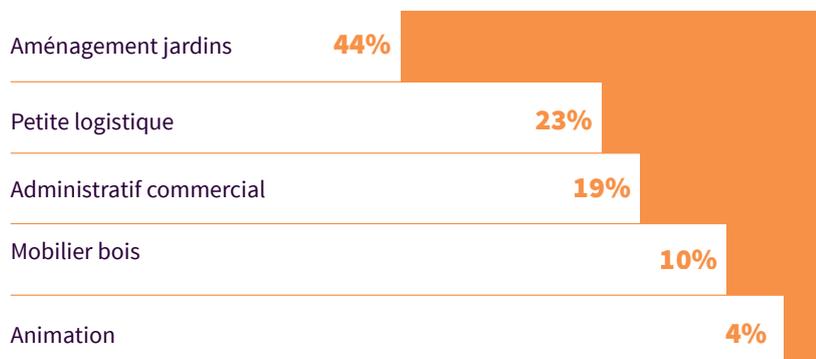
Caractéristiques des salariés conventionnés



NIVEAU DE FORMATION



Répartition des ETP par activité



Chiffre d'affaires

15 900 €

Montant de la
contribution à
l'emploi versé

47 689,57 €

Embauches

52 salariés (39,97 ETP)
au 31 décembre 2017

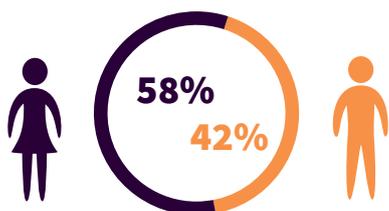


EBE conventionnée pour **105** salariés

50 % de l'objectif d'embauches est atteint

Caractéristiques des salariés conventionnés

GENRE



58% sont des femmes / 42% sont des hommes

AGE



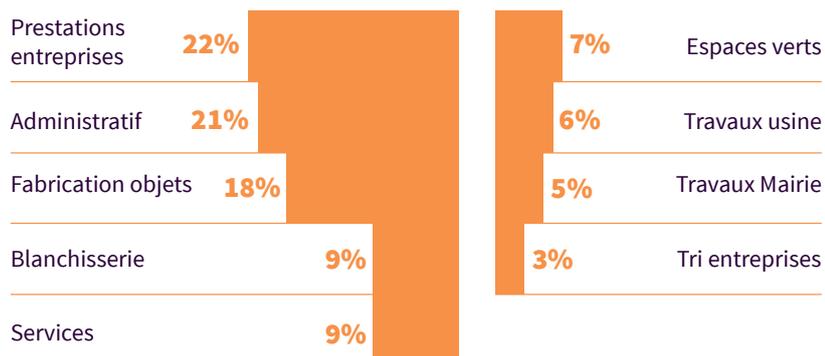
Formation

80% des salariés de l'EBE
ont suivi une formation en 2017

Chiffre d'affaires

81 000 €

Répartition des ETP par activité



Montant de la
contribution à
l'emploi versé

497 333,25 €

Perspectives 2018



L'exhaustivité en ligne de mire dès 2018

Sur l'année 2017, l'attention de l'équipe expérimentale a été naturellement absorbée par l'ouverture des premières EBE (entreprises à but d'emploi) et les premières embauches. Une étape cruciale pour atteindre l'exhaustivité du recrutement des personnes privées durablement d'emploi (PPDE) volontaires des territoires, objectif de l'expérimentation. 2018 sera, dans cette continuité, une année de montée en charge des EBE et de stabilisation des organisations locales. La mobilisation des PPDE du territoire et le travail avec celles qui sont volontaires, mais qui n'ont pas encore été embauchées, est donc au cœur des préoccupations de l'équipe expérimentale et, plus particulièrement du comité local, garant de cette exhaustivité.

Plusieurs axes de travail sont ainsi repris et développés par les comités locaux :

Un travail avec les PPDE en lien avec les EBE existantes :

- Travail en groupe avec les PPDE volontaires sur les projections d'activités,
- Préparation de plans de formation préalables à l'embauche,
- Intégrations progressives de nouveaux salariés...

Une réflexion sur les projets d'EBE (évolution, création, partenariat...) :

- Identification d'acteurs pouvant porter un projet d'EBE complémentaire permettant d'atteindre l'exhaustivité,
- Réflexion sur la création de groupements d'employeurs de territoire (en articulation avec l'EBE existante),
- Réflexion sur des modalités d'organisation des EBE en ateliers multiples et de taille limitée,
- Recherche de travaux « sur stock », à l'abri et sans délais urgents (activités de replis)...

En 2018, certains territoires expérimentaux devraient atteindre l'exhaustivité. Cette étape permettra à l'expérimentation d'entrer dans une nouvelle phase : l'observation du fonctionnement d'un territoire de plein emploi volontaire et de l'impact de la suppression de la privation d'emploi sur la dynamique locale.

Emplois supplémentaires : comment les activités sont construites en partenariat avec les acteurs locaux

Les notions « d'emploi supplémentaire » et celle d'emploi « produit de première nécessité sociale » ne sont pas des concepts économiques. Nous appelons « emploi supplémentaire » une proposition originale qui n'est définie que par notre projet expérimental et qui prétend compléter le marché et permettre la production d'emplois de solidarité. L'emploi supplémentaire se définit négativement : ce qui n'est pas fait sur le territoire, ce qui n'est pas ou peu rentable. Ce n'est pas une invention ex nihilo, il s'inspire et découle de l'expérience de l'insertion et tout particulièrement des chantiers d'insertion sur un point essentiel : ceux-ci ne doivent pas entrer en concurrence avec le reste du marché, c'est pourquoi les chantiers d'insertion sont depuis longtemps des laboratoires de travaux utiles. Territoires zéro chômeur de longue durée propose, à la différence de l'insertion, un mode de financement qui prend en compte le coût de la privation d'emploi. Forte de ce financement, l'expérimentation va jusqu'au bout de la proposition en considérant que tout citoyen doit pouvoir accéder à un emploi, à durée indéterminée, à temps choisi, jusqu'à ce qu'il trouve éventuellement un emploi ordinaire.

L'organisation proposée par Territoires zéro chômeur de longue durée n'est pas un dispositif de plus qui viendrait s'ajouter à la liste des mesures mises en œuvre sur le marché du travail. Elle repose sur la constitution volontaire d'une autorité politique locale. Les membres du comité local, collectivités, entreprises, commerçants, artisans, structures de l'insertion par l'activité économique, service public de l'emploi local, Direccte, etc., sont ainsi les garants du caractère supplémentaire des emplois créés et gérés par des entreprises de l'ESS. C'est ce travail commun dans la recherche de travaux utiles non pourvus qui assure la non concurrence locale de ces emplois.

De nouvelles EBE sur les territoires

L'année 2018 sera celle de l'ouverture, sur plusieurs territoires expérimentaux, de nouvelles EBE (entreprise à but d'emploi). Fin 2017, certaines EBE ont atteint une taille conséquente. Pour poursuivre l'objectif de l'exhaustivité du recrutement des PPDE (personnes privées durablement d'emploi) volontaires, il apparaît, pour ces territoires, incontournable de conventionner d'autres structures. Par exemple, de nouvelles EBE sont en projet, cette année, sur les territoires de Mauléon (Deux-Sèvres), la communauté de communes Loire, Nièvre et Bertranges (Nièvre) et celle du Pays de Colombey et du Sud Toulinois (Meurthe-et-Moselle). Ces ouvertures prochaines sont possibles grâce aux partenariats noués avec des acteurs locaux de l'ESS, un travail commun qui permet le développement d'une offre de biens ou des services supplémentaire sur les territoires.

8 rue de Saint Domingue
44200 Nantes

Tél. 02 85 52 49 56

contact@etcd.fr
www.etcd.fr



**EXPERIMENTATION
TERRITORIALE CONTRE LE
CHÔMAGE DE
LONGUE
DURÉE**